

Opening remarks by Commissioner Moscovici on the Commission's proposal on the illegal import and trafficking of cultural goods

Bonjour à tous.

The issue is certainly fascinating. Je voudrais vous parler aujourd'hui d'art et de terrorisme. L'articulation peut paraître un peu surprenante mais, il faut avoir en tête une réalité, c'est que les terroristes sont bel et bien des trafiquants d'œuvres d'art. C'est même une activité fort lucrative, qui est un des soutiens principaux du financement de leurs méfaits.

Financement du terrorisme

Le trafic d'œuvres d'art est une arme parfaite pour les groupes terroristes. En pillant les territoires qu'ils occupent en Syrie et en Irak, ces groupes financent leurs activités criminelles, y compris des attentats sur le sol européen.

Nous en avons vécues les conséquences dans nos chairs ces dernières années. Paris, Londres, Berlin, Nice, Manchester, Stockholm et Bruxelles, à quelques mètres d'ici, l'an dernier. Ces mêmes groupes sont ceux qui terrorisent aussi les populations de villes comme Alep et Mossul.

La Commission européenne est engagée aux côtés des Etats membres à stopper les sources de financement du terrorisme. J'y travaille activement en collaboration étroite avec mon collègue Julian King.

Les sources de financements sont nombreuses. Nous devons agir sur plusieurs fronts, sur tous les fronts.

Ainsi, en tant que Commissaire en charge des affaires douanières, j'ai récemment proposé de durcir les règles qui encadrent les flux d'argent liquide qui entrent et sortent des frontières de l'UE et qui peuvent être utilisées pour financer des activités illégales. Et à la rentrée, je présenterai une vaste réforme de la TVA pour empêcher la fraude transfrontalière "carrousel" qui sert elle aussi à financer des activités criminelles, y compris, sans aucun doute, des activités terroristes. La fraude à la TVA transfrontières est estimée à 50 milliards d'euros par an, qui sont autant de perte de ressources pour les États Membres.

Mais pour notre sécurité, pour lutter contre le terrorisme, nous devons aller plus loin encore et cibler davantage. C'est pourquoi nous voulons porter un coup d'arrêt au trafic d'œuvres d'art et de biens culturels originaires de pays tiers et qui entrent illégalement sur le territoire de l'Union.

Parce qu'il ne faut pas s'y tromper! La politique de la table rase culturelle

orchestrée par des organisations terroristes comme Daesh est au cœur de leur combat idéologique. Le pillage des sites antiques de Palmyre en Syrie ou de Tombouctou au Mali, a montré que les groupes terroristes n'ont aucun tabou lorsqu'il s'agit de détruire des trésors irremplaçables.

Mais derrière ces images choquantes, qui sont aussi des images de propagande, se cachent des milliers de vols culturels sur les sites, car les terroristes sont aussi des hommes d'affaires avisés qui aiment à se définir comme un État, c'est-à-dire qu'ils connaissent la valeur de ces objets, statues ou fresques. Pour le dire en langage imagé, le trafic de biens culturels fait partie d'une sorte de "business model" pour eux.

L'an dernier, j'ai eu la chance de rendre visite aux douanes de l'aéroport de Roissy alors même qu'elles venaient de saisir deux bas-reliefs syriens du Moyen-Âge exportés illégalement en Europe pour une valeur de 400 000 euros. Ceci m'a convaincu qu'il fallait encore agir.

C'est le devoir de l'Europe de protéger ce patrimoine, alors que nous célébrerons en 2018 l'Année européenne du Patrimoine Culturel. Mon collègue Tibor Navracsics sait toute l'importance qu'il y a à protéger les biens culturels les plus menacés.

Règles actuelles

Une fois dit tout cela, que pouvons-nous faire contre ces trafics ?

L'UE a déjà pris des mesures pour protéger le patrimoine culturel en interdisant le commerce de biens culturels de l'Irak et de la Syrie. Mais, on le sait, ces règles peuvent toujours être contournées par des individus peu scrupuleux – il paraît qu'il en existe – qui font passer ces objets en contrebande dans un autre pays tiers, avant de les exporter vers l'UE. C'est le principe du carrousel.

Certains États membres ont aussi réagi en adoptant des mesures nationales sur les importations. Mais les criminels passent alors par un autre État membre, plus vulnérable et moins réglementé, pour accéder au marché intérieur – c'est ce qu'on appelle le «port shopping».

Nous avons donc besoin d'une réponse commune systématique plutôt que symptomatique.

En quoi consiste notre proposition?

Ce que nous ciblons aujourd'hui, c'est le trafic des biens culturels qui sont illégalement exportés depuis des pays tiers et revendus en Europe à des collectionneurs privés, parfois bien intentionnés, parfois négligents.

Le plaisir que nous avons à admirer ces œuvres d'art, ne doit pas être un prétexte à couvrir même indirectement des activités de nature criminelle ou terroriste.

Nous prenons donc aujourd'hui le problème comme il doit l'être: à la source, en mettant en place des mesures de prévention. J'irai plus loin: de

dissuasion: à la fois sur l'importation et sur le stockage de ces biens culturels au sein de l'Union.

Notre proposition prévoit donc, parce que la douane est au cœur de tout cela, des contrôles douaniers plus stricts sur l'importation de biens culturels. Ceux-ci couvriront l'entrée des biens lorsqu'ils sont appelés à être mis en libre pratique sur le marché intérieur, ou lorsqu'ils sont stockés dans les zones franches du territoire de l'Union. Ici j'insiste, les zones franches doivent être traitées comme des frontières de l'Union.

Nous avons développé la première définition commune de ce qui constitue un "bien culturel à l'importation". Cette définition est essentielle pour nos autorités douanières; elle donne à près de 120,000 fonctionnaires des douanes basés aux frontières extérieures de l'Union, la sécurité juridique dont ils ont besoin pour détecter et pour éventuellement saisir ces œuvres d'art suspectes – celles que j'ai vues à Roissy par exemple.

Le champ d'application de cette définition est bien calibré.

La définition d'un «bien culturel à l'importation» couvre d'une part un large éventail d'objets d'art (peintures, antiquités, statues, gravures, lithographies, instruments, manuscrits etc.). Elle s'inspire de ce qui existe déjà dans la Convention de l'UNESCO de 1970, qui est, vous le savez, le principal instrument international en matière de protection du patrimoine culturel, ce qui est bien notre objet.

D'autre part, notre proposition accorde une attention particulière aux objets les plus à risque, autrement dit ceux qui sont les plus menacés de destruction, en fixant un seuil minimal de 250 ans à partir duquel les mesures devront s'appliquer. Là aussi, cette limite d'âge ne tombe pas du ciel, elle n'a pas été définie de manière arbitraire, elle s'aligne sur les normes fixées par l'UNESCO. Elle permet ainsi de focaliser les efforts sur un segment bien particulier du marché de l'art et d'éviter une charge administrative trop forte pour les musées et les galeries d'art contemporain par exemple.

Par ailleurs, nous introduisons un nouveau système de licence d'importation pour les biens archéologiques, les parties de monuments démantelées, les manuscrits ou les incunables qui seront soumis à un système d'autorisation plus strict. Tout importateur – que ce soit un musée, un collectionneur privé ou une salle des ventes – devra donc obtenir des autorités compétentes de son pays une licence indiquant que les biens culturels qu'il introduit dans l'Union européenne ont été exportés légalement de leur pays d'origine.

Tous les autres biens culturels nécessiteront une déclaration signée ("affidavit") assortie d'une sorte de carte d'identité avec photo de l'objet attestant de l'origine légale des biens culturels. Ce que nous voulons c'est une traçabilité de l'identité des biens culturels.

Que voulons-nous faire au final? Nous voulons responsabiliser les importateurs, pas les culpabiliser, les responsabiliser. Nous voulons renforcer le pouvoir de contrôle des douaniers, leur donner vraiment le moyen

d'agir, les moyens légaux et les moyens partagés. Nous voulons sécuriser en quelque sorte le marché de l'art sur notre continent. Ce qui aussi, aura le mérite de tarir à la source, de couper à la racine les sources de financement du terrorisme que constitue ce trafic de biens culturels.

Conclusion

We are announcing today one of the final measures that form part of the Commission's broader fight against terrorism financing. We have started this work a year ago, we have been acting fast.

We cannot accept that terrorists steal cultural goods in Syria and Irak and sell them illegally in Europe to finance terrorist attack against European citizens.

This must absolutely be stopped with the support of our Member States.

We are making importers of cultural goods aware of their responsibilities.

We are improving the traceability of cultural goods.

We are empowering customs and cultural administrations together.

We are also responding to international calls.

Just last week the G20, which I attended in Hamburg alongside President Juncker, called for a concerted international effort against the looting of antiquities for the express purpose of providing profit for terrorist entities. That is precisely what we are doing today. The EU wish to take the lead on this issue.

In this fight against terrorism, the EU is playing its part on all fronts; the ease of funding for such reprehensible acts as those perpetrated by ISIS and other groups must come to an end.

I now count, as always, on the Member States' support. This is a fascinating, decisive, important file which concerns our common identity, our cultural heritage, our values and above all, the security of all our citizens and this is why I really hope this proposal will be adopted swiftly and can be implemented as soon as of January 2019. Let's go fast, we have no time to lose.

[Annual list of contractors – 2016](#)

[Download PDF](#)

Press release: Defence Minister opens £3M Cyber Security Centre in Gloucester

The new 'Cyber Works' centre, is designed to tackle the complex cyber threats the UK faces. It will create 90 high tech jobs in Gloucester and enable Lockheed Martin to work closely with its UK partners to share knowledge, research and deliver cutting edge capabilities.

Minister for Defence Procurement Harriett Baldwin said:

With our £1.9 billion National Cyber Security Strategy, Britain is a world leader in the field and the opening of today's cutting-edge centre is a great example of how partnerships with industry are at the heart of that strategy. Together we are developing solutions to national security risks.

We are already leading in NATO with support to offensive and defensive operations in the fight against Daesh and complex cyber threats, and I'm also delighted that this centre will further boost the UK's cyber capabilities.

The Government is investing £1.9 billion in cyber security as part of its five-year National Cyber Security Strategy to create a UK which is secure and resilient to cyber threats and prosperous and confident in the digital world.

A key part of that strategy is partnerships with industry, with £10 million being invested in a new Cyber Innovation Fund to give start-ups the boost and partners they need, while the £6.5 million CyberInvest Scheme is building a community of industry, government, and academics to support cutting-edge research and build UK security in cyber space.

The 'Cyber Works' centre will support Lockheed Martin's contribution to CyberInvest, while the company has also signed up to the Government's CyberFirst scheme which will boost UK skills by inspiring and supporting young people considering roles in cyber security and intelligence.

With National Offensive Cyber Planning allowing the UK to integrate cyber into all of its military operations, defence plays a key role in the UK's cyber security strategy. Offensive cyber is being routinely used in the war against Daesh, not only in Iraq but also in the campaign to liberate Raqqa and other towns on the Euphrates.

In Defence, the £800 million Innovation Initiative has already boosted investment in UK research and business, with multi-million pound competitions to develop artificial intelligence and automated systems.

In January, the MOD will open a dedicated state-of-the-art Defence Cyber School at Shrivenham, bringing together all our military joint cyber training into one place. And the Defence Secretary recently announced a major reorganisation of the Army's Royal Signals Corp and Intelligence Corp to equip them to fight the information battles of the 21st Century.

The MOD also has a key role to play in contributing to a culture of resilience. That's why we set up the Defence Cyber Partnership Programme (DCPP) to ensure that its industrial partners protect themselves and meet robust cyber security standards.

Press release: Close season offenders risk court appearance and £50,000 fine

The Environment Agency reported 122 offences of fishing during the close season, following 670 patrols carried out in the restricted period. The targeted patrols also detected 179 other offences, mainly unlicensed fishing.

Environment Agency Fisheries Enforcement Officers were supported by 232 Angling Trust Voluntary Bailiff Service members, carrying out over 5,000 hours of patrols under Operation CLAMPDOWN. Now in its 5th year, Operation CLAMPDOWN is a joint initiative between the Environment Agency, Angling Trust's Fisheries Enforcement Support Service, UK National Wildlife Crime Unit and police forces, aimed at gathering intelligence about illegal fishing and responding through targeted patrols. The volunteers reported 111 suspicious incidents to the Environment Agency and police.

The coarse fish close season restrictions are imposed in order to protect vulnerable spawning fish, helping to safeguard fish stocks for the future. Patrols took place across rivers, streams, drains and specific canals and stillwaters covered by the coarse fish close season byelaw, which runs from 15th March – 15th June inclusive.

Judy Proctor, Acting Deputy Director for Fisheries at the Environment Agency, said:

The vast majority of anglers fish legally; sadly there is a small number of anglers who cheat others by fishing during the close season. The coarse fishing close season helps protect vulnerable spawning fish – this is why it's in place. It is still possible for anglers to fish during this time on many stillwaters and canals, which are open all year round.

We respond to the intelligence we receive about illegal fishing by ensuring our patrols are targeted at the right places – and the

right people.

Dilip Sarkar MBE, Angling Trust National Enforcement Manager, said:

These figures show that during Operation CLAMPDOWN 5, Phase 1 Volunteer Bailiffs throughout England demonstrated their massive commitment to protecting fish and fisheries and cracking down on illegal fishing. All anglers can help this process, in fact – at any time of year – by reporting information and offences in progress to the Environment Agency on 0800 80 70 60, or the police on 101/999 as appropriate.

The enforcement work was supported through a network of 474 Angling Trust volunteer bailiffs covering all counties in England. Patrolling under operation CLAMPDOWN for a 5th year, they assisted by reporting illegal fishing incidents and information to the Environment Agency and police.

Anyone who suspects illegal fishing to be taking place should report the matter to the Environment Agency's incident hotline on 0800 80 70 60.

Notes to editors

- Enjoy fishing and make sure you fish legally
- Annual fishing licences from only £30
- It's easy to buy online. [Get a Fishing Licence](#)
- All fishing licence income is used to fund work to protect, improve and develop fisheries, fish habitats and angling.
- Go fishing – Find out about angling events, fisheries and venues so you can [go fishing](#)
- The Environment Agency is cracking down on illegal fishing
- The reason why it is illegal to fish on rivers, streams and some specific canals and stillwaters. Due to many waters being under multiple ownership we apply legislation in a precautionary approach. This helps to protect vulnerable fish during spawning time. In addition fishery managers are free to impose close season rules at any time should they consider it necessary to protect their fish stock

[It is deeply worrying that delayed transfers of care attributed to social care have increased by almost 10,000](#)

since last year – Barbara Keeley

Barbara

Keeley MP, Labour's Shadow Cabinet Minister for Social Care, commenting on the latest delayed transfer of care figures, said:

“Over the past seven years the Tories have presided over a crisis in social care. Today's delayed transfer of care figures show that crisis is still getting worse on their watch.

“It is deeply worrying that delayed transfers of care attributed to social care have increased by almost 10,000 since last year and have doubled in the last three years. We know that keeping older and vulnerable patients in hospital longer than needed poses significant risks to their morale, mobility and to their likelihood of contracting hospital-acquired infections. Under this Government these risks are increasing.

“The Tory solution of threatening to punish those councils struggling with social care is not the answer. Taking funding away from councils will only lead to worsening quality and safety issues in care. Rather than threatening councils, the Tories need to match Labour's commitment and provide urgent additional funding for social care.”